

Séminaire Politiques Culturelles et Enjeux Urbains

Séance n°1 - 21 janvier 2016

Intervention de Pauline Bosredon :

« *Quand le patrimoine vient en renfort d'habitants vulnérables : réflexion sur le processus patrimonial à Hébron (Territoires palestiniens occupés)* »

Pauline Bosredon (pauline.bosredon@univ-lille1.fr) est maître de conférences en Géographie et Aménagement (Territoires, Villes, Environnement et Sociétés) à l'Université Lille 1 Sciences et Technologies. Sa thèse, soutenue en 2009, s'intitule « *Habiter et Aménager les centres anciens. Les reconfigurations du rapport des acteurs à la vieille ville par le classement au patrimoine mondial : une comparaison entre Hara en Éthiopie et Alep en Syrie* ».

Introduction

Les recherches de Pauline Bosredon portent sur le rôle du patrimoine et de la patrimonialisation dans des contextes urbains de vulnérabilité des habitants. En particulier dans plusieurs villes de Cisjordanie, dans les Territoires Palestiniens Occupés (TPO), où la vulnérabilité est liée aux pressions politiques et militaires. Et parallèlement dans des villes post-industrielles du Nord de la France, où la vulnérabilité est liée aux crises économiques et sociales de longue durée. Les populations de ces villes subissent de fortes pressions ; leur fragilité les rend vulnérables ; cependant elles développent des stratégies pour résister.

Pour les habitants des TPO, les villes et leurs centres anciens sont des espaces cruciaux, parce qu'ils sont le squelette du proto-État palestinien en construction depuis les accords d'Oslo de 1993. Ils contribuent à affirmer une identité nationale en construction. Ils sont porteurs de valeurs symboliques, se référant à l'histoire, et de valeurs matérielles, lorsque leur requalification renvoie à une urgence de réoccuper physiquement ces centres. L'enjeu de la reconquête est fort, dans des centres urbains qui sont parfois délaissés, menacés par la colonisation israélienne, affectés par le risque de guerre ou par la pression démographique. La sauvegarde du patrimoine historique (principalement résidentiel, mais aussi monumental et religieux) est également un enjeu politique, qui a récemment changé d'échelle, puisqu'elle est désormais appuyée par la reconnaissance de la Palestine comme État par l'Unesco (en 2011).

Cet enjeu de renouveau urbain, d'affirmation identitaire et mémorielle, existe aussi dans les villes du Nord de la France même si le contexte est très différent : il s'agit de la valorisation du patrimoine industriel par des villes héritières d'un modèle de développement révolu, avec des populations fragiles dans un contexte de crise et d'inégalités socio-spatiales.

Malgré les différences, on observe des stratégies similaires de résistance aux pressions, fondées sur la réhabilitation patrimoniale.

Le cas de la ville d'Hébron est un cas singulier, qui permet de comprendre la finalité du patrimoine, comme construction sociale, comme levier politique, mais aussi comme soutien collectif et individuel.

1) Hébron, une ville exemplaire de la résistance à l'occupation

Il faut bien comprendre la contrainte que représente le contexte contemporain d'occupation, civile et militaire, des territoires palestiniens. En théorie l'occupation était transitoire. Puisque quand les accords d'Oslo ont été signés en 1993 puis en 1995 (accords de Taba, dit d'Oslo II), les États se mettaient d'accord sur la création d'un État palestinien autonome indépendant. En réalité, l'occupation dure depuis et n'a pas été remise en cause. Il y a cependant eu la création d'une autorité palestinienne, à défaut d'un véritable État.

En 1995, avec les accords d'Oslo II, la Cisjordanie a été partagée en 3 zones : sous contrôle palestinien civil et militaire / sous contrôle israélien civil et militaire / sous autorité partagée. (cf. carte p.3 du Powerpoint)

La ville d'Hébron a un statut d'exception du fait de son histoire récente, émaillée de violence. C'est une ville où la population musulmane a toujours été majoritaire, mais avec une communauté juive qui cohabitait dans une relative harmonie. Cependant les tensions se sont exacerbées sous le mandat britannique.

- En 1929 a lieu un massacre de nombreux juifs, d'où un déplacement de la population juive par la puissance mandataire britannique, en particulier à Jérusalem.
- En 1948, Hébron passe sous administration égyptienne, puis en 1950 jordanienne.
- En 1960, c'est la guerre des Six Jours, Israël envahit/reconquiert (selon le point de vue) la Cisjordanie, et occupe la ville d'Hébron.
- En 1974, un groupe de colons juifs, d'un mouvement politique messianique, s'installe dans le centre d'Hébron. Leur installation est illégale, cependant leur présence est tolérée, et elle ne sera jamais vraiment remise en cause. Ils forment le Comité de la Communauté Juive d'Hébron, dans le centre de la vieille ville, justifiant leur implantation par la tradition biblique : Abraham serait enterré à Hébron. C'est la première colonie ; il y en a 4 aujourd'hui.
- En 1994, Goldstein, colon israélien, est l'auteur d'un massacre de musulmans dans la mosquée. En 1995, lors des accords d'Oslo II, Hébron est encore sous le coup de ce massacre.

En 1997, le protocole d'Hébron divise la ville en 2 zones (cf. *carte p.4 sur le Powerpoint*) : l'une (H1) sous contrôle de l'autorité palestinienne, habitée uniquement par des Palestiniens ; l'autre (H2) contrôlée par la police israélienne, même si en théorie l'autorité civile et urbaine revient aux Palestiniens. C'est dans cette seconde zone que se trouve la vieille ville.

A noter qu'il y a au même moment la création du TIPH, *Temporary International Presence in Hebron*, un groupe d'observateurs internationaux, dont la présence devait être transitoire... mais qui sont toujours là.

2) La vulnérabilité des habitants d'Hébron

Hébron est la première ville en taille, avec 200 000 habitants. Dans la zone H2 vivent 40 000 Palestiniens, 600 colons, 1500 soldats israéliens (présents en théorie pour la sécurité, mais dans les faits surtout pour la protection des colons).

512 commerces ont été fermés « pour des raisons de sécurité ». 1200 sont fermés de fait parce que leur accès est très limité voire impossible à cause de la présence militaire. Environ 1000 logements se trouvent dans des zones où l'accès est limité ou interdit pour les Palestiniens. Environ 40% des logements dans ces zones ont donc été abandonnés par leurs occupants.

Les habitants font face à des difficultés quotidiennes. De multiples obstacles à la circulation viennent segmenter l'espace à l'intérieur de la vieille ville (cf. *photographies, pp.6-9 du Powerpoint*) :

- nombreux check-points où l'on contrôle l'identité, où l'on fouille. A certains ne passent que les touristes non musulmans et la chercheuse étrangère, mais pas les Palestiniens.
- des voies barrées, sans issue.
- des portes condamnées.

→ Autant d'obstacles qui créent une fermeture de l'espace.

Le monument principal est la « Mosquée d'Ibrahim » ou « Tombeau des Patriarches ». Deux entrées séparées, depuis le massacre de 1994 : l'entrée des musulmans d'une part ; l'entrée des juifs d'autre part. Une synagogue a été installée dans une portion du bâtiment. Musulmans et juifs peuvent accéder au tombeau d'Abraham, du moins au cénotaphe qui le représente, de chaque côté, avec une vitre pare-balle qui les sépare (et qui constitue le seul contact visuel possible entre juifs et musulmans).

Ces obstacles et ces fermetures conduisent à une hiérarchisation très nette des espaces. cf. *la carte p.10 du Powerpoint*, « *Les espaces de la vieille ville d'Hébron* ». On peut distinguer :

- l'espace pratiqué par les Palestiniens ;
- l'espace pratiqué par les colons, interdit aux Palestiniens ;

- les espaces sous tensions où il est possible de se croiser (autour de la mosquée d'Ibrahim), et où sont présents beaucoup de militaires mais aussi des observateurs internationaux.

La vulnérabilité des habitants palestiniens de la vieille ville est de plusieurs ordres :

1) Ce sont des personnes aux revenus faibles, captifs de cette situation d'enfermement relatif, sans ressource pour résister ou pour en sortir. En 1996, la vieille ville était presque vide, car ses habitants l'avaient quittée massivement. Le HRC (*Hebron Rehabilitation Committee*) est alors créé par décret présidentiel (par Yasser Arafat), avec pour mission de réhabiliter les logements, pour essayer d'attirer des familles et ainsi « occuper le terrain ». C'est un relatif succès puisqu'en 2012 : 6000 habitants. Cependant, il s'agit majoritairement de familles pauvres, attirées par les conditions offertes par le HRC (la gratuité des charges, des aides, etc.). Et on a donc eu la constitution d'une poche de pauvreté. Les ingénieurs du HRC aimeraient réussir à recréer une mixité sociale mais n'arrivent pas à attirer d'autres populations. On a donc des habitants en situation de grande précarité.

2) Ces habitants sont soumis à des pressions considérables, la fermeture de lieux, les check-points, les contrôles fréquents par les soldats. Ils vivent dans une inquiétude permanente puisque militaires comme colons sont armés. Les entraves à la circulation limitent leur capacité pour aller travailler, pour aller à l'école. Faire des travaux dans son logement est compliqué, l'agrandir est quasi impossible, car les permis de construire doivent être négociés avec les autorités d'Israël.

3) Enfin, c'est un espace où leur sécurité n'est pas assurée : les soldats israéliens sont là pour la sécurité des colons, et leur présence empêche la venue de la police palestinienne. C'est donc un espace où peu de police s'exerce, d'où une vieille ville qui a la réputation d'être dangereuse.

Néanmoins, ces habitants de la vieille ville sont soutenus par un grand nombre d'associations, et par le pôle juridique du HRC. Il y a aussi l'ONG *Youth Against Settlement* qui proteste contre la fermeture de certaines zones, qui organise des manifestations non violentes de type *sit-in*, qui distribue des caméras et des appareils photos, afin que les habitants puissent avoir des preuves lorsqu'ils portent plainte. Il y a enfin le TIPH, les observateurs internationaux, qui accompagnent les familles et les enfants dans leurs déplacements quotidiens

3) La patrimonialisation comme renfort à la vulnérabilité des habitants ?

▸ Quel patrimoine à Hébron ? (cf. photographies, pp.13-14 du Powerpoint)

- le monument principal, la Mosquée d'Ibrahim ou Caveau des Patriarches : église byzantine transformée en mosquée, démolie pendant les croisades et remplacée par la construction d'une église, reconvertie en mosquée à la fin du XIIe siècle, simplement modifiée puis fortifiée par la suite. Quand en 1967 Hébron est récupéré par Israël, une synagogue est installée dans une partie du bâtiment.
- autour, un tissu résidentiel dense, qui date pour la partie la plus ancienne de l'époque mamelouke, et qui n'a pas été très dégradé, jamais fortement bombardé. C'est un patrimoine résidentiel arabo-musulman classique.
- des sites archéologiques : le site de Mamre, la « maison d'Abraham », et le site de Tel Rumeida, qui est probablement le premier site d'implantation de la ville – mais sous contrôle israélien aujourd'hui, et un édifice a été construit par les colons au-dessus du site de fouilles → importance symbolique, mainmise sur le premier site historique d'Hébron.

▸ Les Palestiniens font face à une volonté d'appropriation de ce patrimoine historique par les Israéliens.

Ainsi, en 2010, le gouvernement israélien a décidé d'inscrire le caveau d'Abraham sur la liste du patrimoine national israélien. Cela a été perçu comme une provocation localement, mais a aussi déclenché un tollé international, avec des discussions à l'Unesco qui ont abouti à une dénonciation officielle : il s'agit d'un édifice patrimonial situé en Palestine, qui ne peut donc pas être inscrit au patrimoine national israélien.

Par ailleurs, une entreprise patrimoniale est engagée par la communauté des colons d'Hébron (les 600 colons qui occupent un tout petit territoire : un espace de 500m le long de la Rue Shuhada ; mais qui se sont cependant organisés en communauté, avec un conseil, un maire, etc.). Un représentant de cette communauté, David Wilder, a renvoyé la chercheuse à une carte de la vieille ville sur le site internet de la communauté juive d'Hébron (cf. p. 15 du Powerpoint,

<http://www.hebron.com/english/article.php?id=182>) : aucune identité arabe si ce n'est la présence d'une « Casba » et du « Arab Market ». Les points indiqués sont les différentes colonies, avec un quartier dit « quartier juif » reconstitué par la communauté. Les directions données sont celles des colonies situées à proximité. Le cimetière juif est indiqué, pas le cimetière arabe. Pour la Mosquée d'Ibrahim, la seule indication est « Tombeau des Patriarches », et non « mosquée ». → C'est une reconstruction par laquelle la communauté israélienne met en scène sa mémoire et son histoire, confondue avec le récit biblique, qui est une référence systématique pour légitimer leur présence.

Interrogée par la chercheuse, David Wilder affirme que « Hébron a toujours été une ville juive », que « les Juifs vivent à Hébron depuis des milliers d'années ». Il rappelle le massacre de 1929 et dit « quand nous sommes revenus », s'identifiant aux familles parties en 1929 (alors que ce n'est pas le cas : ces colons sont surtout des familles américaines et françaises, et non des Juifs vivant dans l'État d'Israël revenus s'installer). Dans son discours, la religion apparaît comme le fondement premier de la légitimité patrimoniale.

Parallèlement s'exprime, également par le patrimoine, un déni de la légitimité des habitants palestiniens (cf. *photographies p.16 du Powerpoint*). « Palestine never existed ! (and never will) » dit une affiche dans la Rue Shuhada, où les Palestiniens ne circulent pas : ce n'est donc pas une provocation mais une propagande, destinée aux colons et aux visiteurs de cette portion d'Hébron. Sur un mur en béton, une représentation du temple de Jérusalem est taguée, également du côté de la Rue Shuhada. Sur un autre mur, dans un espace en tension, on peut lire « Free Israel ».

▸ Face à cela, les Palestiniens réagissent par la mise en œuvre de leur propre processus de patrimonialisation avec d'une part la réhabilitation de la vieille ville, et d'autre part une candidature au patrimoine mondial de l'Unesco, montée par la municipalité d'Hébron et soutenue par le HRC.

Cette préservation patrimoniale de la vieille ville vise à éviter la dégradation des espaces résidentiels laissés à l'abandon, et se double d'une volonté d'attirer des habitants. Cette patrimonialisation se fonde sur un « contrat » avec les propriétaires (qui ont quitté les lieux) : le HRC restaure les bâtiments, avec une réhabilitation extérieure et intérieure (avec « tout le confort moderne ») et en échange le propriétaire autorise qu'on y place des familles (cf. *photographies p.18 du Powerpoint*). Les compétences du HRC s'arrêtent à la réhabilitation, puisque construire davantage est empêché par l'autorité israélienne. Des mesures d'incitation (suppression des charges, aides, etc.) sont mises en place pour faire venir les habitants. De 4500 en 2006, le nombre de Palestiniens dans la vieille ville est passé à plus de 6000 en 2010. Mais, si une mixité sociale est souhaitée, dans les faits ce sont surtout des familles pauvres qui ont répondu à l'appel. En 2013, un membre du HRC explique à la chercheuse : « L'objectif, c'est de réintéresser [les habitants] à leur patrimoine », pour « qu'ils prennent conscience de ce patrimoine, le protège », et ce avec la mise en place d'un « programme d'éducation au patrimoine culturel », et la proposition de formations pour « des métiers dans la restauration du patrimoine ». A noter que les travaux de rénovation de la mosquée sont également menés par le HRC.

En ce qui concerne la candidature au patrimoine mondial de l'Unesco, le périmètre du site proposé à l'inscription correspond au cœur de la vieille ville (cf. *document p.19 du Powerpoint*). En 2012, le dossier était déjà prêt. Mais il n'a toujours pas été déposé car le contexte politique n'est guère favorable... Le dépôt d'une telle candidature, portée par l'autorité palestinienne comme État, serait une provocation contre l'autorité israélienne et les colons sur place. D'autant plus que sur le périmètre, il n'y a aucune mention des colonies... qui se trouvent pourtant à la fois dans le périmètre central et dans la zone tampon : il y a une volonté d'intégrer les colonies à ce patrimoine et de dénoncer les coupures dans la ville. Comme le HRC a interdiction d'y entrer, ce sont des volontaires internationaux qui sont allés y faire des relevés, afin de ne pas avoir des espaces non documentés dans le dossier. S'adresser à l'Unesco est un moyen de lutte. Cette instrumentalisation politique de l'Unesco est totalement assumée par les responsables politiques palestiniens, et décryptée par les porte-paroles de la communauté juive – David Wilder dit encore : « Les Palestiniens devront prouver que c'est leur patrimoine, je crois qu'ils n'y parviendront pas ».

Conclusion

S'il est impossible de construire pour la municipalité palestinienne, il est possible de réhabiliter, grâce à un accord toujours *a minima* avec l'armée israélienne : c'est le seul moyen pour l'autorité palestinienne d'user de sa compétence urbanistique au cœur de la vieille ville. La réhabilitation a à la fois des buts patrimoniaux, culturels, et sociaux : il s'agit de revaloriser l'héritage bâti de la vieille ville, pour le préserver et le transmettre. Mais c'est aussi un acte politique :

affirmer la valeur patrimoniale de la ville, c'est affirmer son identité palestinienne, exalter l'appropriation de la ville par les Palestiniens, et par là favoriser leur maintien dans la ville.

La patrimonialisation donne des arguments aux acteurs politiques et associatifs face aux velléités des colons : elle leur permet d'occuper le terrain. Le patrimoine vient « en renfort » au sens où il renforce la position des habitants palestiniens de la vieille ville, d'abord à l'intérieur, par attachement à la vieille ville et exaltation patrimoniale, mais aussi à l'extérieur, avec la sollicitation de l'Unesco ou encore le jumelage avec les villes d'Arcueil et de Belfort. L'appel au patrimoine permet de décaler le débat du champ du conflit occupant / occupé, et de faire entrer dans ce débat d'autres acteurs, internationaux voire supranationaux, comme l'Unesco.

Questions diverses et réponses de Pauline Bosredon :

- *Que révèle cet exemple de la relation entre patrimoine national et patrimoine mondial ?*

L'échelle mondiale est utilisée pour construire un patrimoine national en construction. L'articulation des deux échelons est assez singulière et originale. Ce n'est pas seulement la valeur universelle qui est proclamée, puisqu'il s'agit, à travers la promotion à l'échelle mondiale, d'affirmer l'identité nationale palestinienne.

A Bethléem, on est face à une situation similaire : le tombeau de Rachel fait partie de la zone contrôlée par les Palestiniens, mais il a été englobé par les Israéliens pour être physiquement placé du côté du territoire israélien. Or, la résolution de l'Unesco de fin 2015 dit aussi que le tombeau de Rachel est sur le territoire palestinien.

C'est que l'enjeu de la possession de tels lieux est de taille : l'appropriation des ressources patrimoniales signifie aussi l'appropriation des ressources économiques et touristiques qu'elles procurent.

- *Y a-t-il un travail des colons sur le tissu urbain au niveau des colonies ? une destruction du patrimoine ?*

Non, les colons opèrent un grignotage de nouveaux espaces à habiter, mais pas de démolitions. Les édifices nouveaux sont construits dans des zones qui étaient auparavant vides.

- *Quelle relation les propriétaires de ce bâti ont-ils avec ce patrimoine ?*

Les propriétaires ont une sorte de contrat avec le HRC. Une grande partie de ces familles vit à Hébron, mais à l'extérieur de ces zones-là. Aucun n'a souhaité revenir habiter ici du fait de la mauvaise réputation de la vieille ville. On n'a donc pas de réinvestissement par les propriétaires de leur patrimoine.

Il y a cependant quelques (rares) familles qui ne sont pas parties : ce sont des militants. Certains ont formé des associations, qui organisent des visites de la ville d'Hébron, une sorte de tourisme militant. Le patrimoine architectural est une toile de fond, mais les guides montrent surtout les check-points, les barbelés, les rues barrées. Une petite économie touristique, minime, s'est développée, avec quelques magasins de souvenirs devant la mosquée et dans le souk.

Vice-versa, les colons qui vivent à Hébron sont des militants de la colonisation. Ce ne sont pas des raisons économiques ou sociales qui les motivent, mais de profondes convictions religieuses avant tout.

→ Ce double militantisme contribue à rendre la situation très tendue.

- *Est-ce qu'effectivement, exceptés ces militants, les habitants palestiniens de la vieille ville ont un ressenti identitaire par rapport à ce patrimoine, une conscience identitaire liée à une conscience patrimoniale ? Est-ce qu'effectivement ils se réapproprient ce patrimoine, ou sont-ils seulement là pour profiter des avantages sociaux et financiers qui les ont attirés ?*

Il n'est pas sûr que cette patrimonialisation ait effectivement abouti à un attachement territorial. La rencontre de ces habitants est l'étape suivante de la recherche.

- *Qu'en est-il du touriste ? De quel côté arrive-t-il à Hébron ? Qu'en voit-il ?*

Le touriste arrive dans Hébron par le côté palestinien, d'abord par la ville nouvelle, puis la ville ancienne, la rue du souk, puis après un check-point la mosquée, avec en face quelques boutiques pour touristes (qui vendent notamment de l'artisanat local, faïence et verre soufflé). La plupart des touristes s'arrêtent là. Si on s'est renseigné, on peut encore s'avancer dans la vieille ville, passer les check-points suivants – mais *a priori* on ne s'y rend pas spontanément.

Il y a un petit musée, destiné à démontrer que le lieu est avant tout un lieu juif, tout en rappelant les brimades que les Juifs ont subies, etc. Il y a un tourisme pour les Israéliens ; David Wilder organise des visites de Hébron, mais souvent limitées à la partie des colons.

Côté palestinien, des associations (comme France-Palestine Solidarité) organisent des voyages militants, et les touristes sont pris en charge sur place par des associations locales. Il n'y a pas d'hôtels encore à Hébron, mais la possibilité de loger chez l'habitant par le biais de ces associations.

Pauline Bosredon n'a pas de données chiffres concernant le tourisme, mais il est certain que les flux touristiques sont à Hébron sans commune mesure avec Jérusalem.

- *Qu'en est-il de l'accueil du chercheur, de la chercheuse ?*

Pauline Bosredon a été extrêmement bien accueillie par le HRC, qui travaille beaucoup avec des acteurs étrangers et a l'habitude de recevoir des personnes intéressées par leur action patrimoniale et politique.

Plus délicat du côté des colons : il faut prendre sur soi pour y aller, pour prendre contact avec eux, surtout quand on a été imprégné auparavant d'un discours très anxiogène du côté palestinien (les colons réputés « un peu fous », très dangereux parce qu'ils sont armés, etc.). Le regard n'est pas toujours bienveillant, effectivement. Les colons savent qu'il y a beaucoup de touristes et d'étrangers qui viennent et sont plutôt là pour se faire les porte-parole des Palestiniens. Il y a une certaine méfiance. Cependant, la chercheuse a été très bien reçue par David Wilder, qui lui a donné beaucoup d'informations, de photographies, ... qu'on pourra qualifier de propagande, mais du moins il y a une ouverture.

- *Existe-t-il des outils de patrimonialisation institutionnels nationaux palestiniens, ou seulement l'Unesco comme outil de patrimonialisation proto-national ?*

Il existe des outils de patrimonialisation institutionnels nationaux, mais ils ne peuvent être mis en œuvre que dans des territoires qui sont entièrement sous l'autorité palestinienne – et donc impossible dans la vieille ville d'Hébron. Les moyens demeurent cependant limités pour veiller à la protection des sites et à l'action des populations.

- *Y a-t-il des conflits autour du site archéologique approprié par des bâtiments israéliens ?*

Il y a des revendications orales mais pas de conflits véritables. Il est dit et répété que « ce site a été illégalement approprié par les colons ». Les fouilles menées sur le site sont toujours sujettes à controverse.

- *Y a-t-il eu un élément déclencheur, en 2011, de la reconnaissance par l'Unesco de l'État palestinien ?*

Pauline Bosredon ne sait pas. Mais il faut savoir que l'ensemble des États membres de l'Unesco n'a pas voté pour : les États-Unis ont voté contre ; la France s'est abstenu, ce qui a contribué à faire peser pour la reconnaissance...

- *Quels sont les moyens de valorisation de ce patrimoine ? y a-t-il une utilisation importante d'Internet ?*

Il existe un site internet très travaillé, dont l'adresse (www.hebron.com) suggère qu'il s'agit du site officiel de la municipalité, alors qu'il est produit par les colons israéliens, à destination d'Israéliens qui soutiennent la communauté juive. C'est une forme d'appropriation de la ville d'Hébron par ces colons. En face, le HCR a également un site internet, mais très technique et moins travaillé, qu'on ne peut pas vraiment considérer comme un outil de propagande.

- *Peut-on établir un scénario de résistance par la patrimonialisation ?*

C'est la thèse d'Anissa Habane : la patrimonialisation comme un scénario possible de « résilience » / « résistance » territoriale. Avec la mise en perspective des deux terrains, les Territoires Palestiniens Occupés et le Nord de la France. Mais cela reste encore à faire pour le moment. Si le terme de « résistance » apparaît tout à fait adapté dans le cadre des TPO, peut-être le terme de « résilience » est plus adapté dans le contexte lillois.

- *Similitude ou différence du rôle de l'Unesco en Éthiopie, en Syrie, dans les TPO ? Y a-t-il une spécificité des agissements de l'Unesco dans ces territoires ?*

L'instrumentalisation politique de l'Unesco est particulièrement évidente dans les territoires palestiniens.